

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Pour rafraîchir la mémoire de Jean-Pierre Goyer et de ses acolytes

Numéro 27, automne 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/39619ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1982). Pour rafraîchir la mémoire de Jean-Pierre Goyer et de ses acolytes.
Lettres québécoises, (27), 9–9.

Tous droits réservés © Éditions Jumonville, 1982

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

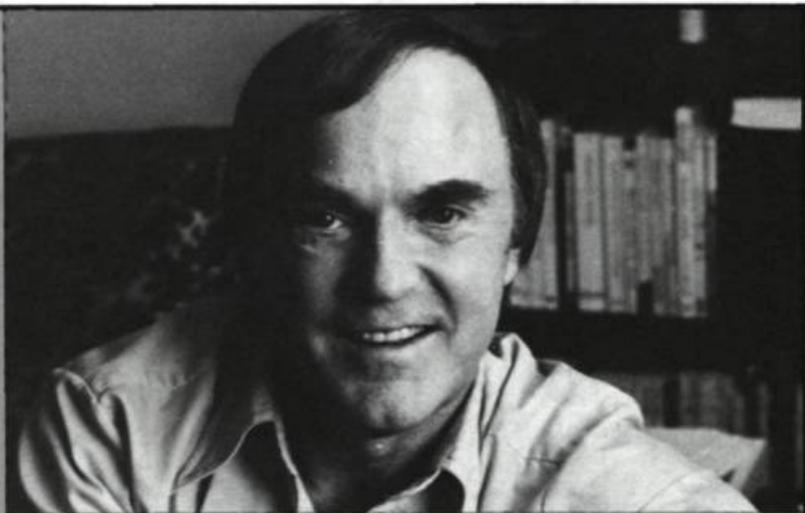
<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>



Pour rafraîchir la mémoire de Jean-Pierre Goyer et de ses acolytes

Nommé président du comité consultatif formé par la ville de Montréal, en 1981, comité qui avait pour mandat de recevoir des mémoires de personnes et d'organismes qui s'intéressent à la culture afin de faire des suggestions au nouveau Conseil des Arts de la communauté urbaine de Montréal sur la meilleure façon de distribuer ses dons, Jean-Pierre Goyer, après des études qui ont duré six mois et plus, en est venu à l'idée, avec l'accord de ses conseillers, d'abolir le Grand Prix littéraire de la ville de Montréal.

Dans mon éditorial du numéro 23 de *Lettres québécoises*, je faisais remarquer que l'ancien Conseil des Arts de la scène puisque, sur un million et demi distribué en subventions, il n'allouait que \$3000, aux écrivains sous la forme du prix que je viens de nommer.

Je croyais et je crois toujours que la ville de Montréal peut faire plus pour ses écrivains. Je sais que les représentants des écrivains ne se sont pas beaucoup démenés pour obtenir plus de justice de ce Conseil des Arts puisque, comme je le soulignais, ni l'Union des Écrivains, ni la Société des Écrivains canadiens, ni l'Association des Éditeurs de périodiques culturels n'avaient présenté de mémoire au dit comité.

Dans cet éditorial du numéro 23, je souhaitais qu'on remédie à cette injustice envers les écrivains en proposant que non seulement on conserve le Grand Prix littéraire de la ville de Montréal mais qu'on aille un peu plus loin pour faire de ce Conseil des Arts de la scène un véritable Conseil des Arts. Ma proposition se lisait comme suit :

Qu'est-ce qui empêcherait ce Conseil des Arts de venir en aide aux quelque vingt revues ou magazines culturels qui se publient à Montréal ? Qu'est-ce qui empêcherait ce Conseil de donner des bourses à une douzaine d'écrivains chaque année pour qu'ils puissent mieux se donner à leur travail ? Qu'est-ce qui empêcherait ce Conseil de venir en aide aux associations qui ont pour mission de défendre les créateurs ou de propager la culture ?

Je me rends compte que les idées du directeur de *Lettres québécoises* n'ont pas pesé lourd quand les membres du comité dirigé par Jean-Pierre Goyer ont présenté leurs suggestions à la ville de Montréal. Non seulement on décide d'abolir le Grand Prix littéraire de la ville de Montréal mais on ne propose aucune mesure qui aurait permis aux écrivains d'avoir leur part du gâteau des subventions du Conseil.

Pendant ce temps, les maîtres d'oeuvre de la ville de Montréal qui n'ont d'autre but que de jeter de la poudre aux yeux (témoin les lampadaires qu'on est en train de planter partout dans le centre de la ville et qui coûteront une belle petite fortune seulement en électricité) sont en train de couvrir l'île de Montréal de Centres de la culture. J'avais toujours cru que les centres de la culture, c'était d'abord les bibliothèques. Il doit bien y en avoir au moins une trentaine dans le Montréal métropolitain. Il nous faut autre chose. Il nous faut des endroits de spectacles et d'exposition. Ils vont coûter des millions mais c'est des « pinottes » quand on veut faire croire à tout le monde que nous avons de la culture.

Je croyais que la culture, c'était d'abord l'affaire des créateurs. Et je croyais que c'était eux qui nous la transmettaient dans leurs oeuvres. La ville de Montréal veut mettre l'ouvrage des créateurs à la portée de tous dans des petits châteaux invitants et bien illuminés mais en même temps elle raye les créateurs de sa carte de subventions. Elle veut bien propager la culture mais elle nie l'existence de ceux qui la font. C'est la logique de Jean-Pierre Goyer et de ses acolytes. Gloire leur soit rendue !